

Brochure n° 3020

**Convention collective nationale**

IDCC : 787. – **PERSONNEL DES CABINETS D'EXPERTS-COMPTABLES  
ET DE COMMISSAIRES AUX COMPTES**

■ *Journal officiel* du 27 mars 2010

**Arrêté du 22 mars 2010 portant extension d'un accord conclu dans  
le cadre de la convention collective nationale des cabinets  
d'experts-comptables et de commissaires aux comptes (n° 787)**

NOR : MTST1008016A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité  
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 30 mai 1975 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du  
23 octobre 2009, portant extension de la convention collective nationale des  
cabinets d'experts-comptables et de commissaires aux comptes du  
9 décembre 1974 et des textes qui l'ont modifiée ou complétée ;

Vu l'accord du 8 octobre 2009, relatif à la désignation de l'OPCA de  
branche, conclu dans le cadre de la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 26 février 2010 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective  
(sous-commission des conventions et accords), rendu lors de la séance du  
4 mars 2010,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés  
compris dans le champ d'application de la convention collective nationale  
des cabinets d'experts-comptables et de commissaires aux comptes du

9 décembre 1974, tel que modifié par l'accord du 10 juin 1997, les dispositions de l'accord du 8 octobre 2009, relatif à la désignation de l'OPCA de branche, conclu dans le cadre de la convention collective susvisée.

## **Article 2**

L'extension des effets et sanctions de l'accord susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord.

## **Article 3**

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 22 mars 2010.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur général du travail,*  
J.-D. COMBEXELLE

*Nota.* – Le texte de l'accord susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2010/7, disponible au centre de documentation de la direction de l'information légale et administrative, 29-31, quai Voltaire, Paris (7<sup>e</sup>).